



Escalade au Levant

La coalition islamo-atlantiste contre la Syrie

Par [Stratediplo](#)

Mondialisation.ca, 28 septembre 2016

[Stratediplo](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

La coalition islamo-atlantiste contre la Syrie a donc décidé l'escalade et l'a clairement exprimé ce dimanche 25 septembre 2016 à l'ONU.

Au niveau des détails tactiques, il faut rappeler que l'armée turque n'a pas avancé aussi vite que prévu. Son objectif prioritaire, de couper en deux les territoires kurdes, n'a pas encore été atteint en dépit de sa parfaite coordination avec l'Etat Islamique qui, contredisant la propagande turque, se retire sans combat de chaque village (depuis Jarablus) au moment même de l'arrivée des forces turques, afin d'éviter de laisser un intervalle où pourraient s'infiltrer les milices kurdes. Or les Kurdes ne tentent pas de s'opposer follement à l'armée turque mais ils continuent de reprendre certains territoires à l'Etat Islamique, qui pour sa part ne peut plus compter que sur les parachutages « erronés » hebdomadaires états-uniens de munitions, leur cordon logistique avec la Turquie ayant été coupé par l'aviation russe (autre raison de l'entrée de l'armée turque en Syrie). Mais l'objectif de la Turquie n'a pas changé, et elle a encore annoncé ce 26 septembre qu'elle progressera vers le sud au moins jusqu'à la ville de Manbij pour y établir une « zone de sécurité » (c'est-à-dire une zone occupée) de cinq mille kilomètres carrés, permettant d'une part de rétablir le cordon logistique nord-sud de l'Etat Islamique et d'autre part de couper les territoires kurdes entre une portion est et une portion ouest.

Cependant la grosse préoccupation de la coalition occidentale et sunnite est la libération en cours d'Alep, première ville et capitale économique du pays, par l'armée syrienne. D'assiégée dans les quartiers ouest et sud où s'étaient réfugiées les trois quarts de la population des quartiers nord-est, l'armée est maintenant en passe de libérer ces derniers du terrorisme islamiste, ce qui explique la fiévreuse activité occidentale depuis un mois pour « faire cesser les violences », c'est-à-dire arrêter la contre-offensive gouvernementale. Cela s'est traduit par une campagne de propagande médiatique (dont les faux Casques Blancs metteurs en scène du garçonnet sur le siège orange) accusant le gouvernement syrien de bombardements de sa propre population civile avec l'aide de l'aviation russe, afin de faire monter une pression « humanitaire » de nature à préparer des initiatives auprès de l'ONU en faveur de l'établissement de zones de sécurité ou de non survol par les aviations syrienne et russe, en clair la confiscation de l'espace aérien syrien. Toute présentation d'une telle demande au Conseil de Sécurité est assurée d'être rejetée par au moins la Russie, seul pays dont l'armée de l'air est présente en Syrie non en violation de son intégrité territoriale mais à son invitation en vertu d'un accord de défense (contrairement aux armées de la coalition anti-syrienne). Un tel projet de résolution ne peut donc pas être présenté de bonne foi mais uniquement dans l'objectif de blâmer la Russie : les ennemis de la Syrie formulent leurs projets de résolutions non pour faciliter leur

acceptation mais pour assurer leur rejet.

Pour sa part la Russie prend toujours ses partenaires occidentaux au mot quant à leurs intentions pacificatrices. On se rappelle qu'en 2013, tout en soutenant les demandes d'enquête internationale formulées par la Syrie sur les utilisations d'armes chimiques, la Russie avait désamorcé les préparatifs guerriers de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et du Conseil de Coopération du Golfe en soumettant in extremis un projet de désarmement chimique immédiatement accepté par la Syrie (d'ailleurs toujours pas imposé aux factions étrangères dites « opposition syrienne »). De la même manière, et de même qu'elle appelle régulièrement les Etats-Unis à coordonner avec elle leurs opérations prétendument antiterroristes en territoire syrien, la Russie a récemment proposé un deuxième cessez-le-feu pour concrétiser les grandiloquents appels occidentaux à cesser les combats. Le 9 septembre 2016 à Genève, les ministres des Affaires Etrangères respectifs Sergueï Lavrov et John Kerry ont signé un ensemble de cinq accords censés entrer en application le 12 septembre, et effectivement imposés par la Russie au gouvernement syrien, unilatéralement puisque la guérilla islamiste n'y a pas été invitée par les Etats-Unis ou les viole par dizaines de fois tous les jours. Les Etats-Unis se sont alors opposés à la publication de ces accords (qui semblent mal acceptés par le Pentagone) mais ont déclaré qu'un cessez-le-feu avait été signé et ont invité tous les pays, ainsi que l'ONU, à forcer la Syrie à l'appliquer, aussi la Russie a demandé plusieurs fois aux Etats-Unis de consentir à une publication conjointe des accords. Les Etats-Unis ont insisté pour que ces accords restent secrets, mais le 23 septembre ils ont, sans concertation, communiqué l'essentiel de l'un de ces accords bilatéraux (sorti de son contexte) à leur presse pour accuser la Russie de ne pas l'avoir fait appliquer par la Syrie, ce qui obligea la Russie à publier l'intégralité de l'accord (sans pour autant dévoiler les autres sans l'assentiment des Etats-Unis) et souligner le fait que la première clause de ce premier accord, et clef de voûte de l'ensemble, était la distinction et la désignation, par les Etats-Unis, des mouvements de la guérilla qu'ils considèrent comme terroristes à combattre et des mouvements de la guérilla qu'ils considèrent comme « modérés » à épargner, distinction qui leur est demandée par la Russie depuis qu'ils l'accusent de combattre leurs « bons » moudjahidines anti-syriens. Evidemment les Etats-Unis n'ont pas procédé à cette désignation et ont même avoué publiquement, juste après la signature de l'accord, qu'il était impossible de distinguer la guérilla terroriste de la guérilla « modérée ».

Entretemps a eu lieu samedi 17 septembre l'attaque des positions syriennes de Deir ez-Zor par l'armée de l'air états-unienne, renforcée d'avions de plusieurs pays (pas tous de l'OTAN) vraisemblablement dans un souci de dilution de responsabilité puisque les Etats-Unis avaient les moyens de mener cette attaque seuls. En l'occurrence ils ont attaqué des positions tenues par l'armée syrienne, localement assiégée par la guérilla, depuis plusieurs années. Soucieux d'éviter une confrontation défensive antiaérienne directe, l'état-major russe a immédiatement protesté auprès de l'état-major états-unien, qui a dans un premier temps refusé de prendre l'appel afin de mener l'opération jusqu'à son terme, à savoir quatre vagues successives sur plus d'une heure, consistant d'abord en bombardements puis, selon un témoignage, en mitraillage au canon de 30 mm pour achever les derniers témoins (ce qui serait un crime de guerre de plus). Opération de préparation et d'appui à une offensive terrestre de l'Etat Islamique, elle a été coordonnée avec celui-ci à la minute près, ce qui laisse deviner la présence d'un officier de liaison et de guidage au sol états-unien au sein des forces de l'Etat Islamique. En effet l'exploitation d'une frappe, qu'elle soit aérienne ou d'artillerie, doit être conduite à la minute près : si on donne l'assaut trop tôt on risque d'être bombardé en même temps que l'ennemi, si on

donne l'assaut trop tard il risque d'avoir le temps de « relever la tête », il faut donc se lancer dès qu'est passé le dernier avion (ou tombé le dernier obus) et avant que l'ennemi comprenne que c'était le dernier. Si l'intervalle entre les coups était d'une minute il faut lancer l'assaut terrestre moins d'une minute après le dernier coup (lorsque l'ennemi attend encore le suivant), donc être en contact avec l'appui aérien ou d'artillerie qui annonce que le dernier coup est parti. Or l'assaut des moudjahidines de l'Etat Islamique a été parfaitement coordonné, et s'est effectivement soldé par une victoire sur l'armée syrienne. Et ce 26 septembre la présidente du parlement syrien a révélé que le renseignement syrien avait enregistré les communications de coordination entre l'armée de l'air états-unienne et les forces au sol de l'Etat Islamique. La Russie en a certainement été informée immédiatement mais a dû conseiller, comme d'habitude, de laisser les Etats-Unis s'enfermer dans leurs mensonges avant de publier des preuves contraires. Les Etats-Unis n'ont d'ailleurs pas manqué de prétexter l'erreur d'identification, tout en bredouillant que leur renseignement opérationnel observait ces positions (tenues par l'armée syrienne depuis plusieurs années) depuis plusieurs jours.

Il est opportun de remarquer que les Etats-Unis, plus familiers des actions stratégiques que tactiques, pratiquent peu l'attaque au sol de cibles militaires éventuellement réactives, et préfèrent le bombardement de populations civiles à haute altitude. Quant à leurs attaques factices contre l'Etat Islamique, elles sont rarement meurtrières. Cette remarque sur leur mode d'action, ajoutée au fait qu'il s'agissait de leur première attaque frontale directe contre l'armée syrienne depuis leur intrusion dans le pays, montre bien d'une part qu'il s'agissait d'une action mûrement décidée, et d'autre part que l'enjeu était important. De toute évidence leurs supplétifs islamistes au sol ne sont plus en mesure de marquer des points sans appui aérien direct et allaient définitivement perdre Alep, de même que l'armée loyaliste n'est plus en mesure de libérer le triangle oriental syrien sans soutien russe... malheureusement réduit à la portion occidentale « vive » du pays, la Russie évitant d'intervenir dans l'est dont l'armée syrienne a été chassée et où les Etats-Unis ont installé leur chape aérienne. Sur le plan tactique Deir ez-Zor qui abrite, sauf erreur, l'aérodrome le plus oriental encore tenu par le gouvernement syrien, est encore plus cruciale pour celui-ci que Hassaké car elle contrôle la route vers l'Irak. Sur le plan opératif il semble que les Etats-Unis aient décidé, afin de refouler la Syrie à l'est de l'Euphrate et compte tenu de la réticence des milices kurdes à sortir de leurs territoires pour pousser vers le sud (et de la lenteur inattendue de l'armée turque pour sa part réticente à une confrontation avec la Russie), de pousser Al Nosra vers le nord pour opérer la jonction avec l'armée turque, permettant à l'Etat Islamique de se retirer vers l'est pour se redéployer dans le triangle oriental, hors d'atteinte de l'armée syrienne ainsi bloquée à l'ouest de l'Euphrate, et continuant de fournir ainsi un prétexte à l'intervention états-unienne entre celui-ci et la frontière irakienne. On rappellera ici entre parenthèses que si les forces armées états-unienne et turque relèvent d'acteurs bien distincts au sein de l'OTAN, et si les milices kurdes originellement loyales à l'Etat syrien poursuivent des intérêts strictement régionaux (parfois transfrontaliers), l'Etat Islamique et le front Al Nosra, récemment rebaptisé Al Cham pour l'esthétique, ne sont que deux corps d'armée relevant d'un même commandement atlanto-sunnite, dont les combattants voire des unités entières passent facilement de l'un à l'autre en fonction des nécessités de la communication occidentale ou des livraisons d'armes par leur centrale de réception commune l'Armée Syrienne Libre ouverte en Turquie. En tout cas sur le plan stratégique, l'opération états-unienne à Der ez-Zor était l'occasion d'annoncer une entrée en guerre directe contre la Syrie et éventuellement contre la Russie.

Peu gênés d'avoir été pris en flagrant délit d'appui feu aérien au profit de l'Etat Islamique,

les Etats-Unis ont lancé trois jours plus tard une campagne visant non seulement à faire oublier cette opération mais de plus à accuser la Syrie et la Russie, tout en faisant avancer leur objectif maintes fois répété de confisquer l'espace aérien de la Syrie. L'attaque contre un convoi humanitaire para-gouvernemental et international (Croissant Rouge et ONU), détruit par le feu le 19 septembre à Urum al Kubra (nord-ouest d'Alep) suite à une ou plusieurs explosions sans cratères d'origine aérienne, leur en a fourni l'occasion. Pour mémoire, le gouvernement syrien a longtemps demandé qu'on assure le passage des convois humanitaires en direction d'Alep assiégée par la guérilla islamiste, et on ne compte plus les appels publics de la Russie dans le même sens (encore ce 26 septembre), alors qu'au contraire les Etats-Unis ont formellement interdit à la Grèce et à la Bulgarie de laisser passer l'aide humanitaire envers la Syrie par voie aérienne, de la même manière que ses alliés de l'OTAN dans l'Union Européenne ont tout fait, on s'en souvient, pour interdire la livraison d'aide humanitaire aux populations du sud-est de l'ex-Ukraine attaquées par l'armée du pouvoir issu du coup d'Etat du 22 février 2014. Et de la même manière le front Al Nosra, systématiquement opposé au passage de toute aide humanitaire pour Alep (où il tient une portion de population en otage comme boucliers humains), avait précisément annoncé que ce convoi-là ne passerait pas si l'armée régulière ne se retirait pas préalablement de la région. Accompagné par le Croissant Rouge qui travaille en partenariat avec le gouvernement, et venant de passer un point de contrôle gouvernemental de son contenu, ce convoi avait donc été demandé, approuvé et parrainé par le gouvernement syrien. La vidéo d'observation russe, publiée en réponse aux nombreuses accusations proférées par le gouvernement états-unien contre la Russie, montre un véhicule de moudjahidines remorquant un mortier lourd suivant le convoi après le dernier point de contrôle gouvernemental, mais les premières images diffusées notamment par les faux Casques Blancs (qui passaient par là aussi opportunément que la télévision bosno-turque au marché de Markale) montraient un nuage de poussière métallique caractéristique des attaques par avion télécommandé états-unien Predator, dont le survol révélé par la Russie a été reconnu par les Etats-Unis qui déclarent que leur drone a tout filmé mais qu'ils ne diffuseraient pas l'enregistrement... tandis que les médias occidentaux, eux, en épurant leurs films après avoir appris qu'ils diffusaient les images indiscutables d'un nuage d'aluminium, avouent de ce fait leur partialité et leur mépris de l'information. Les Etats-Unis vont jusqu'à assurer que deux Sukhoï-24 ont attaqué le convoi pendant plus de deux heures, ce qui est non seulement incompatible avec les dégâts occasionnés mais aussi avec l'emploi possible de tels avions.

Dès le 20 septembre les Etats-Unis ont multiplié leurs intimations à la Syrie et à la Russie de ne plus survoler le nord de la Syrie. La presse des pays de l'OTAN appelait de nouveau depuis plusieurs mois, sous prétexte d'humanitarisme et avec le renfort des images des faux Casques Blancs, à ouvrir des « couloirs humanitaires » non contrôlés entre le réduit islamiste d'Alep et la frontière turque, vraisemblablement pour y acheminer le même genre d'aide que transportaient en Bosnie et Herzégovine les convois des organisations para-gouvernementales des pays de la Conférence Islamique et parfois même certains convois de l'ONU parasités, puisque dans le même temps les islamistes eux-mêmes refusent le passage de la véritable aide humanitaire conjointe de l'ONU et du Croissant Rouge contrôlée par le gouvernement syrien. Les Etats-Unis ont même demandé au Conseil de Sécurité, le 21 septembre (quatre jours après leur attaque aérienne contre l'armée syrienne), l'établissement de « zones d'exclusion aérienne » de l'aviation gouvernementale et de son alliée russe au-dessus des territoires contrôlés par la guérilla islamiste, c'est-à-dire la confiscation de l'espace aérien syrien par les Etats-Unis au profit de leurs troupes supplétives au sol.

L'annonce de la signature d'un accord de cessez-le-feu avec la Russie, le refus d'en dévoiler le contenu complet et donc de reconnaître que ce sont les Etats-Unis qui n'ont pas rempli leurs obligations (la distinction entre factions armées « terroristes » et factions armées « modérées » et le classement du front Al Nosra), puis l'escalade militaire contre les forces gouvernementales habilement suivie d'accusations d'attaque du convoi humanitaire par la Russie, permettent évidemment aux Etats-Unis de tenter de se présenter comme un facteur de paix et de présenter la Russie comme violatrice d'accords de cessez-le-feu (que la Russie finira probablement par divulguer au complet pour confondre les Etats-Unis), alors qu'il avait été respecté depuis le 12 septembre par l'armée syrienne et violé ou ignoré par toutes les factions islamistes qui étaient justement censés, par son respect, se ranger sous la bannière « modérée » que les Etats-Unis entendent distinguer de l'Etat Islamique. Accessoirement cela permet aussi aux Etats-Unis de ne pas entrer dans l'application des détails concrets des accords, notamment l'établissement d'une coordination opérationnelle avec la Russie matérialisée par un état-major commun de renseignement et de coordination, ce que demande la Russie depuis le début de son intervention en Syrie et que les Etats-Unis rejettent catégoriquement tout en accusant la Russie d'attaquer les « bons » moudjahidines et en refusant d'indiquer qui et où sont ces derniers.

Certains centres de pouvoir aux Etats-Unis tenaient à mettre déjà le pied dans l'une des cinq portes possibles d'escalade contre la Russie (les autres étant la Baltique, l'ex-Ukraine, la Mer Noire et le Caucase) avant l'hypothétique élection d'un gouvernement états-unien plus isolationniste, pour les impérieuses raisons que l'on approfondira prochainement.

Le 22 septembre le ministre syrien des affaires étrangères Walid Mouellem (dernier ministre chrétien pas encore assassiné) a encore appelé, devant l'Assemblée Générale de l'ONU, à une résolution politique par le biais d'un gouvernement de réconciliation nationale puis d'un referendum constitutionnel, tout en exigeant le retrait des forces étrangères, tant les mercenaires islamistes introduits par la frontière turque (il en resterait près de 150000 sur les 360000 entrés depuis 2011) que l'armée turque elle-même.

Au niveau du Conseil de Sécurité, et en riposte à la convocation d'urgence des Etats-Unis devant celui-ci le lendemain de leur attaque contre la Syrie (dimanche 18), les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France ont convoqué la Syrie devant le Conseil de Sécurité ce dimanche 25 pour lui proférer devant les autres membres du Conseil leurs accusations incohérentes au sujet de l'attaque du convoi humanitaire, puis lorsque la parole a été donnée à la Syrie ces trois membres de l'OTAN, et membres permanents du Conseil de Sécurité, ont ostensiblement, d'un seul mouvement silencieux coordonné à l'avance, quitté la salle. Pour mémoire le Conseil de Sécurité n'est ni un prétoire médiatique ni une cour d'accusation, mais une instance de concertation entre pays souverains soucieux de préserver la paix internationale. La Russie proteste contre ce dévoiement de l'instance internationale suprême et ce mépris de la communauté internationale, mais en fait ce mouvement fort peu diplomatique de refus d'entendre la réponse d'un pays souverain qui vient patiemment d'écouter son acte d'accusation infondée signifie clairement le choix de la confrontation, et sur un autre terrain.

Les trois puissances nucléaires de l'OTAN viennent de déclarer publiquement la guerre à la Syrie du haut de leur chaire au Conseil de Sécurité de l'ONU. On devine la suite, elles préparent déjà un projet de résolution destiné non pas à l'approbation des douze autres membres du Conseil mais aux trois agences de presse de l'OTAN qui dictent l'information occidentale et le présenteront comme une « résolution du Conseil de Sécurité bloquée par la Russie », ce qui justifiera de passer outre le Conseil.

Le 3 septembre 2013, lorsque les Etats-Unis ont tiré (depuis l'ouest de la Méditerranée) deux missiles balistiques contre la Syrie pour tester la défense antimissile russe récemment déployée, la Russie les a détruits mais a aussi vraisemblablement averti les Etats-Unis de ne pas recommencer, tout en sauvant leur face en leur proposant d'accepter, à titre de victoire alternative, le démantèlement des armes chimiques de la Syrie. Pour sa part la France, toujours frustrée de l'annulation au dernier moment (et sans concertation) de l'agression directe contre la Syrie début septembre 2013), vient d'annoncer l'envoi, le 19 septembre (mais vraisemblablement décidé depuis mai ce qui indiquerait une préméditation de l'OTAN), du porte-avions français l'ex Richelieu rebaptisé de Gaulle. Aujourd'hui 27 septembre, l'OTAN annonce l'envoi d'avions de détection aérienne AWACS, plus adaptés à la poursuite d'avions (dont les islamistes sont dépourvus) qu'à la chasse aux Toyota d'Al Nosra et aux Humvee de l'Etat Islamique.

Il est à noter que l'annonce n'émane pas des Etats-Unis ou d'un autre membre de la coalition anti-syrienne mais bien directement du Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Jens Stoltenberg, en marge d'une réunion de ministres de la défense de l'Union Européenne.

On a décidé l'escalade.

stratediplo

La source originale de cet article est [Stratediplo](#)
Copyright © [Stratediplo](#), [Stratediplo](#), 2016

Articles Par : [Stratediplo](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca